

# ECHO-*flash*

Journal d'Information des Militants CGT de l'Allier

n°317- aout/sept./oct. 2025

## L'emploi industriel sous pression

Vigilance de mise

Page 8

## Campagne services publics

La CGT plus que jamais engagée

Pages 6 et 7



18 septembre :  
Les raisons de la colère

## Une rentrée haute en couleurs



**E**n cette rentrée agitée, la France semble traversée par une colère permanente. Après les Gilets JAUNES et "c'est Nicolas qui paie", le mouvement "Bloquons tout" a agité les réseaux sociaux en appelant à paralyser le pays le 10 septembre. Mais au-delà des slogans, que nous disent ces mobilisations sur l'état de notre démocratie ?

Durant l'été, encore premier ministre, Bayrou nous dresse un tableau **NOIR**. Il se positionne en professeur des écoles en nous expliquant pourquoi nous allons devoir serrer la ceinture. Ainsi, faute de lancer un Anatidethon, il part en quête de 40 Milliards pour redresser les comptes publics en proposant des mesures exclusivement antisociales. En mettant les cibles habituelles dans le viseur, les pauvres, les vieux et les malades, il réactive involontairement la colère citoyenne et provoque dans le même temps le chaos gouvernemental.

Il y a de quoi voir **ROUGE** ! On met de côté les thèmes nauséabonds de l'extrême droite qui occupent le haut du pavé médiatique, bonjour les planqués de fonctionnaires, les faux malades, les retraités, les chômeurs, les assistés qui coûtent un pognon de dingue ! Si cela continue le gouvernement Macron ne pourra plus filer de l'argent public aux grands patrons qui risquent de se mettre en grogne.

Expliqué de cette façon, nous sommes loin du rêve **BLEU**, du monde fabuleux, mais plongés dans un cauchemar. Autant dire des bonnes bases pour démarrer la rentrée sociale sur les chapeaux de roue. Nous serons dans les rangs pour l'appel du 10 septembre, un peu plus en nombre le 18 et puis un nouveau coup de semonce le 2 octobre. Des manifestations dans une période d'instabilité politique avec des allers et venues à Matignon. Bayrou décide de jouer son va-tout devant l'Assemblée nationale, accélérant sa chute, laissant place non pas à une cohabitation mais à un entêtement maladif du président Macron qui installe son dernier soldat biscornu au poste de premier ministre. Pour faire passer la pilule, Lecornu nommé deux fois en 15 jours, montre pâte blanche au groupe socialiste en promettant non pas la lune mais la non utilisation du 49/3 et la suspension de la réforme des retraites. Tout cela pour se prémunir de la censure, ainsi depuis quelques semaines, nous progressons en eau **GRISE**.

Pour que l'extrême droite ne soit pas en position de remporter la mise et que la droite ne puisse pas se cramponner encore au pouvoir en jouant les (faux) remparts, pour que les enjeux sociaux restent le cœur de préoccupation de la prochaine loi de financement, étant donné la fébrilité gouvernementale, nous devons maintenir la pression sociale en parvenant à mobiliser massivement et dans la durée.

Durant cette séquence, nous avons une carte à jouer pour que nos revendications sociales, féministes, démocratiques, écologiques et antiracistes soient victorieuses. A l'heure où nous célébrons les 80 ans de la sécurité sociale et les 130 ans de notre belle et grande CGT, l'aspiration aux jours heureux ne doit pas être une chimère mais un leitmotiv pour lutter contre toutes les injustices et prôner un véritable progrès démocratique, social, le retour à une paix juste et durable.

La balle est dans notre camp, faisons-en sorte que les signaux passent au **VERT** de l'espoir pour pouvoir poursuivre la lutte. La victoire sera exigeante : elle nous impose de rechercher en permanence l'unité la plus large, de rester endurants, plus tenaces que nos adversaires pour espérer goûter à la vie en **ROSE**.

Nadia Mallet, Secrétaire Générale adjointe de l'UD

<b>UNE</b>	: Photo propriété UD
<b>P2</b>	: Editorial
<b>P3</b>	: - AG de rentrée - Vie syndicale
<b>P4</b>	: Conférence débat
<b>P5</b>	: - Brèves luttes - Energie
<b>P6 et 7</b>	: Services publics
<b>P8</b>	: Emploi industriel
<b>P 9</b>	: Formations
<b>P10</b>	: - Conférence extraction minière - Indecosa
<b>P11</b>	: Congrès : - Fapt - USR
<b>P12</b>	: Pub

Editeur : Union Départementale des Syndicats CGT de l'Allier  
8 bis quai Louis Blanc - 03100 MONTLUCON  
Laurent Indrusiak - Directeur de Publication  
Jean Pascal Pradel - Responsable de rédaction  
Site internet : [www.cgt03.fr](http://www.cgt03.fr) - Prix : 1 € 30 - C.P.P.A.P. 0414 S  
06639  
Impression : BUBBLE'COM - 03100 Montluçon

## Tous mobilisés pour gagner

Après la période estivale et des vacances bien méritées, ce sont 52 syndiqués qui, le 19 septembre, ont assisté à l'AG de rentrée de l'Union Locale de Moulins, qui s'est tenue à Châtillon, dans la salle mise à disposition par la municipalité, que nous remercions fortement.



Après l'accueil café, nous commençons nos travaux sous la présidence de notre camarade Mickaël Gauget.

Patrick Thomas fait lecture du rapport d'actualité, qui traite du pseudo gouvernement Bayrou et ses mesures

d'austérité qui sont à l'origine de la colère qui s'exprimera par de belles mobilisations dans la rue les 10 et 18 septembre, des conflits dans le monde, en Ukraine et en particulier du génocide perpétué par le gouvernement d'extrême droite israélien sur les gazaoui.

En France, les ultras riches sont toujours de plus en plus riches au détriment des travailleuses et travailleurs et

surtout des classes les plus modestes et, cerise sur le gâteau, cela sert la soupe à l'extrême droite.

Débat et retour sur les mobilisations, choix des actions :

- Enedis en grève depuis le 2 septembre ;
- Mobilisation des services sociaux ;
- Rappel de l'importance de la grève dans l'entreprise, de la syndicalisation, de s'adresser aux jeunes ;
- Pris notes des propositions faites (blocages rond-point Toulon, Cora et Décathlon et convergence des ULs).

*Patrick Thomas*

## Cultivons notre jardin syndical pour gagner !

Nos débats sur l'actualité revendicative démontrent en permanence, de l'importance de l'action de la CGT, construire des revendications, conduire des journées d'actions, pour faire simple, c'est notre « cœur de métier ». Pour autant, comme nous avons coutume de le dire, sans la vie syndicale, il n'y aurait pas d'activités syndicales efficaces.

À l'heure des 130 ans de la CGT, examinons nos forces et faiblesses dans l'Allier : 172 syndicats d'entreprise, 272 bases, 3 600 syndiqué.es, fondement de notre espoir. Mais l'avenir, ce sont aussi ces milliers de salarié.es, peu ou pas organisé.es autour de nos 4 Unions Locales et unions professionnelles.

Depuis des décennies, l'appétit du capital, soutenu par les gouvernements, bouleverse le monde du travail : sous-effectifs, isolement, sous-traitance, précarité, intérim. Les grandes entreprises ont éclaté leurs effectifs, externalisé leurs activités : transports, énergie, travaux publics, chimie, services publics, hôpitaux... autant de secteurs frappés par les privatisations et le recul du service public.

Dès les années 80, Henri Krasucki lançait : « Cultivons notre jardin syndical ». Cette campagne appelait à revisiter nos organisations : faire de chaque syndiqué un acteur sur son lieu de travail, à l'écoute des collègues et porteur des propositions CGT. Des syndiqué.es formé.es, capables de partir des besoins des salarié.es pour les transformer en revendications ; un lien essentiel pour rompre l'isolement et la résignation.

Ce syndicalisme de proximité permet aussi de créer de nouvelles structures interprofessionnelles : syndicats de site dans les centrales nucléaires, galeries marchandes, hôpitaux... Des expériences concrètes où des salarié.es d'entreprises différentes militent ensemble.

Aujourd'hui, plus que jamais, le syndiqué acteur, informé et formé, devient

le référent du service, de l'atelier, du bureau. C'est la clé d'une vie syndicale riche et d'actions efficaces. La grève ou l'action ne se décrètent pas : elles se préparent sur le terrain, avec des cahiers revendicatifs construits collectivement, qui donnent confiance et mènent aux victoires.

Dans cette période difficile, revisiter nos entreprises, nos syndicats, nos effectifs et notre vie syndicale est vital pour préparer l'avenir et des jours heureux. C'est pourquoi, notre UD inscrit dans son plan de formation 2026 des stages « Organisation/Vie Syndicale ».

*Alexis Brones*

## Comment gagner la bataille des idées

**Dans le cadre de notre engagement dans la lutte contre les idées d'extrême droite, nous avons organisé la venue de Vincent Jarousseau, photographe et documentariste. Dans son dernier ouvrage « dans les âmes et les urnes », il dresse le portrait d'une France populaire qui vote RN. Retour sur une soirée riche en échanges et débat.**

Cette conférence s'inscrit dans notre campagne qui dénonce l'imposture de l'idéologie de l'extrême droite, l'ennemie des travailleurs.euses. Notre lutte nécessite d'investir plusieurs champs. L'extrême droite, ce n'est pas que le Rassemblement National. Leur idéologie peut s'exprimer sous d'autres formes en organisant des événements « culturels » du type « les murmures de la cité ».

Notre engagement nécessite des actions régulières et diversifiées avec des déploiements dans nos villes, villages, maisons via les médias, par des affichages ainsi que la distribution de 34 000 cartes postales dénonçant leurs idées contraires aux intérêts de notre classe sociale.

Au-delà de la lutte active, au plus prêt du terrain, nous voulons comprendre les mécanismes utilisés par les extrêmes droites pour séduire les franges populaires. C'est pourquoi, la venue de Vincent Jarousseau à un débat public le 2 octobre 2025, à la ferme des Îlets est dans la perspective de nourrir notre réflexion. C'est devant une soixantaine de participants que Vincent a exposé sa démarche d'observation et son analyse sur les raisons du vote RN. Il a sillonné durant une dizaine d'années la France et plus particulièrement les 3 bassins de vie de Beaucaire, Hayange et Henin Beaumont. Ces villes ont pour points communs : situation de déprise, avec la désindustrialisation et le chômage de masse, avec une mise à distance de la politique et de l'actualité de ces citoyens victimes du déclassement social et du sentiment d'abandon. Vincent décide de suivre les personnages de son livre au moment où Ma-

ron lance son mouvement « en marche » en 2017. Une injonction à la mobilité, à la veille du mouvement des gilets jaunes, alors que beaucoup de travailleurs privés d'emplois sont à l'arrêt. À l'arrêt et divisés ! En effet, en plus des conséquences économiques dues à la perte de leur emploi, c'est toute une dimension sociale qui s'effrite, avec la perte de repères. Auparavant, l'organisation des cités ouvrières et l'appartenance de classe permettait l'entraide et la solidarité. Celles et ceux qui ont quitté la cité pour retrouver un emploi, ont laissé derrière eux des services publics, des commerces, qui par manque de fréquentation, se sont fermés. Ainsi ceux qui restent, vivent aujourd'hui dans des villes oubliées, abîmées par la misère économique et culturelle.

Des pertes de repères qui ont éloigné les travailleurs souvent précarisés des organisations syndicales et politiques de gauches considérées comme impuissantes et/ou peu combattives, compromises face à la grosse machine du capitalisme. La culture de la colère et du ressentiment prend le dessus, laissant place aux idées du RN qui viennent incarner une lueur d'espoir en se présentant proche du peuple et loin des partis d'élites, alors qu'en fait ils défendent une politique pour les privilégiés. A chaque fois lorsque l'extrême droite dirige des municipa-



lités, elle se présente comme l'alliée des oubliés, elle rétablit des fêtes communales aux saveurs nationalistes, infuse des idées identitaires et pointe l'immigré, le précaire comme les responsables du chômage, de la délinquance, des maux de la société en général.

Vincent Jarousseau fait le lien entre la misère, la nostalgie, la colère et la montée de l'extrême droite en affirmant que son terrain d'étude aurait très bien pu être Montluçon, également impacté par la crise économique et sociale.

Aujourd'hui, nous déplorons que l'ascenseur social soit bloqué. Il est de notre rôle et de notre engagement de rester vigilants, de maintenir et accentuer nos luttes par différents biais. Il nous faut recréer du lien entre les travailleurs.euses et leurs outils de travail, en redonnant du sens à nos métiers. L'ennemi des travailleurs, et des laisser pour compte sont le grand patronat et le capitalisme.

Il nous faut dialoguer aux 11 millions de salariés qui font partie des classes laborieuses, et qui travaillent au service des autres, il nous faut réinvestir nos territoires en proposant une alternative sociale, collective, à travers d'événements populaires et solidaires.

Lutter contre les extrêmes droites, C'est un combat syndical, C'est une lutte prioritaire de notre organisation.

*Emmanuelle Berthou*



## Brèves luttes ou en Bref les luttes

Tout est parti du dorénavant ancien premier ministre Bayrou qui, pendant que les feignasses de français profitaient de leurs congés payés âprement conquis par ailleurs, a décidé de redresser les comptes publics, non pas en allant chercher de l'argent là où il est mais en tapant un peu plus sur les salariés du public, sur les assistés, les chômeurs, les retraités et les malades. Les organisations syndicales se sont engagées dans un processus de mobilisation en lançant une pétition contre le budget d'austérité Bayrou pendant que via les réseaux sociaux prenait forme une révolte citoyenne.

**M**ercredi 10 septembre *t'y vas ou t'y vas pas ?* Mouvement citoyen ou populiste ? Des échanges vifs et animés courant août au sein de notre CGT, pour certains une résurgence de la période gilet jaune et l'importance d'être au bon moment, au bon endroit sans pour autant se laisser instrumentaliser. Comment articuler cette grogne tout azimut en un mouvement syndical structuré, pour au final des mobilisations plutôt encourageantes avec 2 800 manifestants rassemblés dans les 3 bassins pour réclamer plus de justice sociale et fiscale.

L'appel du **Jeudi 18 septembre** a fédéré plus de 3 000 manifestants dans le département et pas moins de 500 000 à l'échelle nationale, pour exprimer une lassitude face à la situation économique et politique du pays. Une journée de grève et de mobilisation avec une action pour finir au péage de Montmarault, et un comité d'accueil en règle. Des rassemblements de citoyens mais organisés dans le cadre d'une intersyndicale avec le cafouillage de FO qui, malgré l'appel national, a brillé par son absence pour battre le pavé.

S'en est suivie une 3<sup>ème</sup> journée, le **Jeudi 02 octobre**, toujours pour une exigence de démocratie face à un gouvernement toujours prêt à sacrifier les travailleurs, les retraités, les laissés-pour-compte. L'occasion de converger pour les Montluçonnais devant l'usine d'AMIS pour soutenir les 191 emplois menacés. Mais malheureusement le soufflet et l'engouement de la rentrée sociale sont déjà bien retombés.

Là-dessus, rebondissements à Matignon, mise en place des chaises musicales et de la valse des premiers ministres, avec un Lecornu 2 qui met la réforme des retraites en suspend pour pactiser avec la gauche mollesse. Et la suite... une relance du mouvement avec l'appel des retraités le 6 novembre contre le projet de loi de financement de la sécurité sociale et les promesses de mesures toujours plus drastiques à l'encontre des retraités.

La lutte est permanente et sur tous les fronts. L'occasion de saluer les mobilisations massives des salariés de la protection de l'enfance de Montluçon entre juillet et septembre pour dénon-



cer leurs conditions de travail qui leurs ont permis d'obtenir des moyens humains.

Des militants toujours plus à l'offensif pour crier haut et fort à l'injustice sociale. Plus que jamais l'ennemi des travailleurs est le grand capital et non les obsessions identitaires de l'extrême droite. Les jérémiades des grands patrons et la complaisance des médias sont un signe de l'évolution de la bataille idéologique. Nous CGT, avons notre carte à jouer en créant les conditions de la contestation et en étant toujours force de propositions.

*Nadia Mallet*

### Pour un Prix Juste de l'Énergie !

Réduire les factures d'énergie de 14 % et lutter contre la précarité énergétique : c'est possible en baissant la TVA à 5,5 %. La CGT mines et énergie propose de signer une pétition visant à soutenir une proposition de loi en ce sens devant le Sénat. Cette pétition a été lancée au moment de la fête de l'Huma, à ce jour nous recueillons seulement 11 609 signatures...

Jusqu'au 1er août 2025, la France appliquait une TVA réduite à 5,5 % sur la part fixe de l'abonnement et une TVA à 20 % sur la consommation, pour les factures d'électricité et de gaz. Sous prétexte d'uniformisation, la loi de finances pour 2025 a validé, au 1er août 2025, la suppression du taux réduit de TVA à 5,5 % sur l'abonnement des factures d'électricité et de gaz.

En parallèle, en juillet dernier, le groupe CRCE au Sénat a porté une proposition de loi coconstruite avec la FNME-CGT, visant à baisser la TVA à 5,5 % sur l'abonnement, la consommation et les taxes. Cette pétition doit être un appui pour les sénateurs dans leurs débats et pour la CGT un premier pas dans son Programme Progressiste de l'Énergie disponible sur le site FNME-CGT. Aujourd'hui la précarité énergétique est une réalité pour plus de 13 millions de nos concitoyens.

Une TVA à 5,5 % sur la totalité de la facture d'énergie répondrait à cette urgence sociale.

Signer cette pétition sera un acte politique, pour cela n'attends plus pour te connecter sur « Pétition TVA énergie Sénat ». Alors merci Camarade !



## LA CGT DE L'ALLIER MOBILISÉE POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Dans le cadre de la campagne pour la défense des services publics menée par la CGT dans l'Allier, les syndicats du département restent mobilisés pour la défense de ces derniers à travers différentes initiatives et analyses que nous partageons dans les colonnes de cette double page.



### Campagne « Services publics » : Au plus près de la population à Commentry

Dans le cadre de ses actions décidées en Congrès et suite à l'initiative réussie au marché de Bourbon l'Archambault en mai, l'Union Départementale a décidé un déploiement au marché de Commentry le vendredi 3 octobre matin.

En effet, la démarche de reconquête des services publics dans notre département se poursuit en s'adressant aux premiers intéressés : les travailleurs et la population. Le maire de Commentry, Sylvain Bourdier, ayant tenu à relayer dans sa commune notre initiative de reconquête de services publics, une initiative a été organisée avec barnum et café d'accueil devant la mairie de Commentry, à l'entrée du marché, en présence de camarades de différentes fédérations.

Ce fut donc l'occasion d'aller directement à la rencontre des habitants, des commerçants, de leur proposer notre livret « Des Services publics pour le développement de l'Allier » et d'entamer un dialogue : le recul des services publics est vécu de façon très prégnante : trains, santé, hôpital, école, La Poste, place du numérique qui déshumanise, chacun se sent concerné, avec des sentiments d'abandon et de fortes attentes.

Afin de compléter le précédent débat à Bourbon axé sur l'implantation des services publics et les moyens de financement, le débat de Commentry s'est voulu une expression plus centrée sur celles et ceux qui « font » le service public.

Aussi, au-delà des rencontres individuelles au gré des allées du marché, une table ronde où un débat public avec plusieurs camarades territoriaux, cheminots, électriciens, enseignants, hospitaliers, a permis un tour d'horizon de services publics. Chaque camarade a pu présenter ses conditions de travail, le sens du service public malmené par les politiques d'austérité et du « new public management » et le niveau de réponse dégradée, toujours en décalage avec les besoins des usagers. Mais la CGT ne baisse pas les bras et notre objectif va bien au-delà des simples constats, nous nous engageons dans une démarche positive de reconquête et chaque intervenant a su présenter des réponses aux attaques subies.

Au bilan de la matinée, une deuxième initiative inédite et réussie en remerciant le syndicat des territoriaux de Commentry et la CSD territoriale 03 pour leur accueil et l'organisation.

Une invitation à poursuivre nos actions sur d'autres bassins.

Laëtitia Planche

### La Poste, encore un service public ?

Pour la CGT, un service postal c'est la déclinaison du Droit à la communication, c'est la garantie, pour toutes et tous, de recevoir et d'envoyer du courrier/colis à un tarif abordable et égal pour tous, partout sur le territoire, six jours sur sept. C'est un service public, ni indissociable, ni indivisible des autres missions de service public tels que la presse, l'aménagement du territoire, l'accessibilité bancaire et la péréquation tarifaire. C'est un droit, une égalité de traitement, un maillage de proximité auquel les citoyens sont attachés comme le montrent d'ailleurs les récents sondages. La Poste est en effet très souvent le dernier service public de proximité dans de nombreux territoires.

Force est de constater que la stratégie de la direction de La Poste va à l'encontre de ces objectifs. Arrêt du J+1 (timbre rouge) et destruction du réseau d'acheminement avec la fermeture du Centre de Tri de Lempdes (63) qui, aujourd'hui, trie le courrier de l'Allier ; au premier trimestre 2026, ce tri sera assuré par le Centre de St Priest (69) au dépend de l'environnement et des émissions de CO2. Mais aussi fermetures de bureaux, réduction des horaires, suppressions des boîtes aux lettres jaunes, précarisation et suppressions de milliers d'emplois, déshumanisation des services, surcharge de travail...

Ce sont des choix politiques qui visent à affaiblir le service public, à le vider de sa substance. Cela participe à une politique d'abandon des territoires, notamment les plus ruraux ou les plus fragiles, politique dangereuse au vu du contexte politique de percée de l'extrême droite. Situation qui suscite aussi inquiétude et colère croissante chez les usagers et chez de très nombreux élus locaux.

Cette manœuvre, qui consiste à soumettre le service postal aux lois du marché, se traduit aussi par une énième augmentation du prix du timbre. Ce sont encore les usagers qui vont devoir payer le service public

postal. 7,4 % d'augmentation en moyenne pour les envois du service universel au 1er janvier 2026. Dans le langage feutré de La Poste, il s'agit d'un simple "ajustement tarifaire". Mais cet "ajustement" revient chaque année. Preuve en est la lettre verte en J+3 est aujourd'hui au prix du timbre rouge prioritaire en J+1 il y a 5 ans.

Ce cercle vicieux est absurde : La Poste anticipe une baisse de la demande, ajuste l'offre, relève les prix... ce qui accélère la chute de la fréquentation. C'est aussi oublier qu'en période de crise, un service public postal, accessible à tous, est un outil de résilience pour le pays. C'est aussi ignorer les besoins croissants de celles et ceux qui ont besoin d'un service physique, humain et accessible.

Pourtant on ne peut pas dire que l'entreprise se porte mal. De l'argent il y en a. Les résultats financiers du groupe, pour le premier semestre 2025, s'élèvent à 719 millions d'euros soit 225 millions de plus que le 1er semestre 2024.

Et pendant ce temps, les postiers voient leurs conditions de travail se dégrader, le recours à la précarité s'intensifier, des salaires stagner. Les usagers, eux, voient le service déchoir et se déshumaniser.

Peut-on se satisfaire d'une transformation du groupe si elle se fait sur le dos des postiers, du service public et des usagers. Il faut des moyens pour un vrai service public postal. Il faut également un financement juste des missions de service public par l'Etat, La

Poste accusant une perte de 1 milliard d'euros liée à la sous-compensation des missions par l'Etat.

La CGT réaffirme avec force que le service public est un choix de société et propose une appropriation publique et démocratique des activités postales et de télécommunications.

La Poste n'est pas une entreprise comme les autres. Elle appartient à la Nation. La Poste demeure un bien commun à défendre et à améliorer pour répondre aux besoins des citoyens.

Jordann Simon

### La CGT de l'Allier fait entendre la voix des services publics au Salon des Maires

Le vendredi 17 octobre, une trentaine de camarades de la CGT de l'Allier se sont mobilisés devant Athanor à Montluçon, à l'occasion du Salon des Maires et des Collectivités. Sous un barnum CGT installé aux grilles d'entrée dès 8h, impossible pour les participants : maires, présidents d'intercommunalités, responsables administratifs et décideurs publics, de passer sans croiser la CGT !

Tout au long de la matinée, les échanges ont été nombreux, francs et souvent constructifs.

Près de 500 exemplaires du livret « Les services publics pour le développement de l'Allier » ont été distribués. Nous avons invité les élus à s'en saisir comme d'un outil concret et à installer, avec notre appui, un « Village des services publics » dans leur commune. Si quelques-uns ont décliné la proposition, la grande majorité a salué la démarche et accepté le livret avec intérêt.

Moment fort de la journée : une délégation de six camarades a été invitée à monter sur la scène principale pour porter notre message devant une salle comble, en présence de Gérard Larcher, président du Sénat, du préfet de l'Allier, et de la présidente de l'Association des Maires de l'Allier. L'intervention, lue par Sylvain Ribier, animateur de la CSD CGT 03, a été saluée par des applaudissements nourris.

Elle a rappelé avec force la nécessité de défendre et reconquérir les services publics, le rôle déterminant des maires, et surtout l'urgence d'offrir de meilleures conditions de travail et de rémunération aux agents territoriaux. La CGT a également insisté sur le respect du dialogue social, la liberté syndicale, et dit stop aux discriminations syndicales.

Cette journée aura permis à la CGT de l'Allier d'être visible, écoutée et reconnue comme une véritable force de proposition pour les communes et les agents.

Une belle action collective, fraternelle et offensive, au service du service public et de la justice sociale.

La CSD CGT03 continuera partout à défendre l'humain, les agents et les services publics !

Sylvain Ribier



## Allier : l'emploi industriel sous pression, la vigilance reste de mise

**Le risque de destructions massives d'emplois dans l'Allier est devenu une réalité. Malgré quelques bonnes nouvelles, la CGT appelle à une vigilance renforcée et à une action collective pour préserver l'emploi industriel.**

### Des suppressions de postes inquiétantes

Le département de l'Allier traverse une période particulièrement difficile pour son tissu industriel. Après les 90 licenciements chez ADISSEO fin 2024 et les 185 suppressions de postes à AMIS en mars 2025, plusieurs entreprises se trouvent aujourd'hui dans une situation critique. Certaines recourent au chômage partiel, d'autres ont engagé des procédures de redressement judiciaire, voire de liquidation.

C'est notamment le cas de AMIS, avec un risque de 190 licenciements supplémentaires, et de Bréa System, qui pourrait entraîner la perte de plus de 70 emplois. Par ailleurs, de nombreuses structures connaissent une multiplication des départs en rupture conventionnelle ou des licenciements pour inaptitude, qui masquent souvent des licenciements d'ordre économique.

En quinze ans, l'Allier a perdu plus de 2 000 emplois industriels, affaiblissant considérablement son tissu productif et ses savoir-faire.

### La CGT agit mais l'urgence reste

Face à cette situation, la CGT n'est pas restée inactive : elle a alerté à plusieurs reprises les services de l'État et organisé une manifestation pour la défense de l'emploi industriel le 23 novembre 2024. Cependant, le sentiment de mener ces actions souvent seul demeure.

Il apparaît aujourd'hui urgent d'établir un état des lieux précis de l'emploi industriel dans l'Allier. À ce titre, la CGT réitère sa proposition de colloque départemental sur l'emploi industriel, déjà adressée à Madame la Préfète Pascale Trimbach dans ses courriers des 9 janvier et 27 septembre 2024.

Un tel colloque pourrait réunir syndicats, représentants du patronat et ser-

vices publics pour partager les informations disponibles, confronter les analyses et identifier les secteurs en difficulté. L'objectif serait également d'anticiper les mutations à venir, de réfléchir à des projets alternatifs et à des dispositifs de reconversion ou de formation.

### Reprise d'AMIS : une bonne nouvelle, mais la vigilance reste de mise

La menace de fermeture de l'usine AMIS est désormais écartée. La cour d'appel de Lyon a accepté l'offre de reprise du groupe Le Goff-CMW, rejetée en première instance, permettant la reprise de 146 des 191 salariés.

La CGT salue la mobilisation de tous : salariés, représentants syndicaux, structures CGT, services de l'État et élus locaux, qui ont œuvré pour empêcher la fermeture de l'entreprise. Ce succès met fin à une longue période d'incertitude pour les salariés concernés.

Cependant, 45 postes sont tout de même perdus, en plus des 185 licen-

ciements déjà intervenus en mars 2025. La situation de ces salariés ne doit pas être oubliée.

Si cette reprise constitue une bonne nouvelle qu'il convient de saluer, elle ne doit pas masquer la réalité plus large : l'emploi industriel dans l'Allier reste fragilisé. Après les suppressions de postes chez ADISSEO et AMIS, de nombreuses entreprises, comme Bréa System ou Erasteel, continuent de traverser de graves difficultés économiques. La vigilance et la mobilisation collective demeurent donc essentielles pour protéger l'emploi industriel dans le département.

*Laurent Indrusiak*



## La formation CGT de l'Allier en mode TURBO, Quand 50 militants CGT passent à l'action formation

Ce n'est une surprise pour personne, l'engagement syndical exige une formation continue pour faire face aux enjeux complexes du monde du travail, et de fait, aux attaques du patronat, qui ne cessent de se durcir et de s'intensifier. Cet automne, dans la continuité, c'est un véritable plan de bataille que l'UD CGT de l'Allier a déployé, mobilisant plus de 50 camarades à travers cinq sessions de formation fondamentales. De Prudis à la gestion cruciale des risques psychosociaux (RPS), en passant par la communication et la maîtrise de la fiche de paie : un tour d'horizon complet des compétences indispensables à l'activité des élus.es et militants.es a été mené.

### Développer la CGT : les fondations de l'engagement



C'est fort de la formation « participer à la vie de la CGT », que 12 camarades ont parcouru de parfait leur parcours de formation avec la session "Développer la CGT". Une formation fondamentale dont l'objectif est clair : renforcer les savoirs acquis dans les

précédentes formations, tant concernant l'organisation de la société dans laquelle nous vivons que sur la manière de s'organiser collectivement pour porter un autre choix de société, du local à l'international. C'est donc avec une feuille de route concrète, que les douze stagiaires repartent, pour étendre l'influence et la présence de la CGT, assurant ainsi la transmission des valeurs et des pratiques syndicales aux nouvelles générations de travailleurs et travailleuses.

### Communication : maîtriser le message syndical pour donner de l'écho à la CGT

À l'ère du numérique, de Snap, de Tik Tok et de l'intelligence artificielle, savoir communiquer est une compétence stratégique. Six camarades ont participé à la formation dédiée à la "Communication". De la rédaction d'un tract percutant à l'utilisation efficace des outils numériques et des réseaux sociaux, cette session a permis d'affûter les techniques pour porter la voix de la CGT de manière claire. Il ne suffit pas de faire entendre le message de la CGT, mais bien qu'il soit compris, afin que se mobilisent les salariés.es. C'est une de nos priorités.

### La fiche de paie : décrypter l'enjeu du salaire

La fiche de paie est souvent un document complexe, mais elle est le reflet de l'application des droits. C'est pourquoi la formation "Fiche de paie" a attiré 12 camarades venus.es du public et du privé, actifs ou retraités.es. Pendant cette session, les militant.es ont appris à décortiquer chaque ligne, du salaire de base aux cotisations, en passant par les retenues et les primes. Cette expertise est vitale pour pouvoir conseiller efficacement les collègues, identifier les anomalies et mener des négociations salariales basées sur une parfaite connaissance des mécanismes de rémunération.

### RPS : santé au travail, priorité syndicale

Face à l'intensification du travail et à la pression managériale, les Risques Psychosociaux (RPS) sont devenus un fléau majeur. La session y étant consacrée a rassemblé 9 stagiaires. L'objectif était de les outiller pour identifier les situations de stress, de burn-out ou de harcèlement, d'utiliser les leviers légaux du Comité Social et Économique (CSE) et d'apporter un soutien concret aux victimes. Ces neuf militant.es sont désormais les sentinelles de la santé mentale au travail dans leur entreprise et établissement. L'action de la CGT est plus que jamais nécessaire est indispensable dans les boîtes où les salariés.es subissent chaque jour un peu plus. Pour la CGT, c'est zéro tolérance aux RPS.

### Prud'hommes : l'action judiciaire au service des droits

Lorsque le dialogue social est rompu, l'action en justice devient un recours indispensable. La formation "Prudis" (Conseil de prud'hommes) a réuni 12 camarades élus.es Cette session, comme à son accoutumé, a permis aux stagiaires d'acquérir les connaissances complémentaires nécessaires pour porter au mieux leur man-

dat. Ces camarades militant.es sont les garants du respect des travailleuses et des travailleurs, offrant un accompagnement indispensable aux salariés.es qui ont besoin de faire valoir leurs droits.

### Un élan syndical tourné vers 2026

Avec plus de 50 participant.es formés sur des thématiques aussi variées que fondamentales, notre CGT prouve son engagement indéfectible à fournir à nos militant.es tous les outils pour agir efficacement, au quotidien contre le capitalisme et tout ce qui en découle. Ces formations ne sont pas une fin en soi, mais le socle d'une action syndicale renforcée.

Alors que 2026 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices et que se profilent de nouvelles échéances sociales et politiques, l'urgence est bien de nous



renforcer pour agir et conquérir. L'objectif est clair : former toujours plus et toujours plus efficacement, en ne s'interdisant rien. Le rapport de force de la CGT passe par la rue, les instances mais en premier lieu par la compétence de ses dirigeants.es et de ses militant.es.

La défense de nos droits n'attendra pas, et la CGT, comme à son habitude depuis 130 ans, sera au rendez-vous, forte et formée.

*Magalie Ferreira Neves*

## L'extractivisme en France et dans le monde : entre besoins sociaux, enjeux environnementaux et appétits capitalistes ?

Dans l'Allier, se tiendra une conférence sur l'extraction minière, un moment important de débat pour notre organisation. Depuis l'annonce, en octobre 2022, du projet d'ouverture d'une mine de lithium à Échassières, l'Union Départementale CGT de l'Allier s'est fortement impliquée pour analyser les enjeux sociaux, industriels et environnementaux liés à ce projet.

Notre organisation a pris toute sa place dans le débat public : participation active aux réunions du débat public, rédaction d'un cahier d'acteurs, organisation de rencontres locales... autant d'initiatives visant à ce que la voix des travailleuses et travailleurs soit pleinement entendue.

Dans le cadre du travail engagé par notre confédération avec les syndicats du Caucase du Sud, autour des questions d'extraction minière et d'extractivisme, du local à l'international, et en réponse à un appel à projets du CFSI (Comité Français de Solidarité Internationale), notre UD a été sollicitée par le pôle international de la Confédération pour co-organiser une conférence internationale intitulée :

« *L'extractivisme en France et dans le monde : entre besoins sociaux, enjeux environnementaux et appétits capitalistes ?* »

Cette conférence se tiendra le 10 décembre 2025, à Montluçon (Allier), au Centre Athanor.

Seront présents :

- La Confédération Générale du Travail (CGT), représentée par Fabienne Rouchy et Boris Blazzis, membre du Bureau confédéral ;
- La Confédération des syndicats d'Arménie (CTUA) ;

- La Confédération des syndicats de Géorgie (GTUC).

Nous avons sollicité la participation des fédérations CGT concernées par le projet d'Imerys.

A ce jour, nous avons les confirmations suivantes :

- FNME : participation de Claude Martin, secrétaire adjoint, et d'un camarade du pôle international de la fédération ;
- Fédération des Cheminots : participation de Thierry Nier, Secrétaire Général, et Amélia Silighini ;
- Fédération des Transports ;
- Fédération du Verre et de la Céramique ;
- FNIC : participation confirmée.

Sont également invités des représentants d'organisations syndicales internationales et européennes :

- Confédération Européenne des Syndicats (CES) ;
- Confédération Syndicale Internationale (CSI) ;
- IndustriAll Europe et IndustriAll Global.

Nous inviterons également les représentants de l'État (Préfet, ministère de l'Industrie), ainsi que les élus locaux.

Quatre tables rondes structureront les débats : Enjeux environnementaux de

l'extraction minière ; Enjeux liés au travail et à la santé ; Commerce international et souveraineté industrielle ; Enjeux revendicatifs et perspectives syndicales.

Cette initiative sera un moment fort, à la fois pour mettre en lumière le travail réalisé par notre UD autour du projet de mine de lithium dans l'Allier, et pour approfondir collectivement notre analyse, afin d'affiner notre action syndicale.

Ce sera aussi l'occasion d'engager un travail transversal avec l'ensemble des organisations CGT concernées par le projet d'Imerys, tout en nourrissant notre réflexion grâce à la présence d'organisations syndicales internationales telles que la CTUA et la GTUC, dont les expériences seront précieuses.

Les syndicats CGT du département doivent être pleinement au rendez-vous de cette initiative. Nous invitons chaque syndicat à désigner une délégation pour y participer.

*Laurent Indrusiak*

### ACTIVITE INDECOSA CGT (Allier) 2025

Le 21 Novembre prochain, de 9h00 à 12h00, se tiendra l'Assemblée Générale Annuelle d'INDECOSA (INformation et DEFense des COnsommateurs SALariés) à l'UD de l'Allier à Montluçon, 8bis Quai Louis Blanc.

Chaque syndiqué de la CGT est adhérent de droit par une quote-part de sa cotisation syndicale.

Nous examinerons l'activité de Montluçon ainsi que celle des deux antennes du département situées à Moulins et Vichy.

En charge d'environ une vingtaine de dossiers à traiter par an, l'association réitère comme chaque année l'invitation de l'après-midi du 21 novembre (à partir de 15h00).

#### Quelle est la raison d'être de l'association et de s'en occuper ?

La petite flamme d'humanité que l'on a en nous, la moindre petite injustice qui nous révolte, l'intelligence et la simplicité d'une bonne action, voilà plusieurs raisons qui atteignent notre sensibilité et nous pousse à aider et défendre nos concitoyens en difficulté.

Si vous vous êtes reconnus dans ces quelques mots, nous vous attendons au local INDECOSA (UD de l'Allier à Montluçon) pour rencontrer nos militants locaux.

Avec la recrudescence de conflits à traiter, des « bras » militants sont les bienvenus.

*Philippe Duboisset*



## FAPT Allier : une nouvelle équipe pour les 3 années à venir



La CGT FAPT 03 a réuni une trentaine d'adhérents, actifs et retraités, pour son congrès qui s'est tenu à Lafeline. Dans son rapport, la Secrétaire Générale, Christelle Hébrard, a listé une rétrospective détaillée des trois années écoulées. Une activité intense jalonnée de luttes pour s'opposer à la politique antisociale des gouvernements successifs : réforme des retraites, pouvoir d'achat, attaques aux libertés syndicales, aggravation des remboursements santé, défense des services publics entre autres. Elle s'est indignée devant l'amaigrissement drastique des moyens syndicaux suite à la

mise en place du CSE, permettant ainsi de bâillonner l'activité syndicale ce qui a conduit le syndicat à tenir son congrès un samedi. "Face à des dirigeants qui mettent en place des restructurations arbitraires (précarisation du métier de facteur, allongement des tournées, fermeture des bureaux de poste), la qualité de service est déplorable provoquant une grogne justifiée des usagers" déclare-t-elle.

La montée de l'extrême droite est un sujet qui préoccupe particulièrement la CGT FAPT qui, à plusieurs reprises, a joint ses forces à celle de l'Union Départementale pour dénoncer les effets néfastes de ce fléau qui va nuire.

La situation internationale, avec sa multitude de conflits, inquiète aussi les syndicalistes qui militent au sein du mouvement pour la Paix aux côtés d'autres associations. Jordann Simon, dans son rapport d'actualité, a rappelé aussi des dates anniversaires, comme la fin de la seconde guerre mondiale, les 80 ans de la Sécurité Sociale ou encore les 130 ans de la CGT.

En début d'après-midi, les délégués ont débattu sur la thématique « Pour toi, que veut dire être syndiqué et être militant, et comment un syndiqué devient un militant ? »

En fin de journée, les congressistes ont élu une nouvelle Commission Exécutive pour les 3 années à venir. Celle-ci a réélu Christelle Hébrard comme Secrétaire Générale.

*Christelle Hébrard*

### Agenda

**Jeudi 20 novembre 2025** : célébrons ensemble les 80 ans de la Sécurité Sociale. Rendez-vous à 18h00 au cinéma CGR de Moulins pour le projection du film La Sociale suivi d'un échange débat. Ouvert à tous, venez nombreux.

**Mardi 2 décembre 2025** : fêtons les 130 ans de la CGT autour d'une soirée festive avec en invité d'honneur Philippe Martinez. Rendez-vous à 18h00 à la salle des fêtes de Tronget. Inscription obligatoire.

**Mercredi 10 décembre 2025** : conférence internationale sur l'extractivisme en France et dans le monde organisée conjointement avec la confédération, au centre Athanor à Montluçon de 9h00 à 17h00. Inscription obligatoire.

## L'USR 03 toujours plus engagé pour la défense des retraités

Près de 80 retraités se sont réunis mardi 14 octobre à la salle des fêtes de Tronget pour tenir le 12<sup>ème</sup> congrès de l'USR CGT de l'Allier en présence de Laurent Indrusiak et Nadia Mallet, secrétaires de l'UD.

Journée de débats et de réflexions qui a permis de faire le bilan des 3 années passées et de préparer la feuille de route pour les suivantes.

Ils ont voté une motion sur le maintien du pouvoir d'achat adressée à l'AGIRC-ARRCO, pour un meilleur niveau du prix du point et du niveau des cotisations.

Une médaille a été remise aux camarades qui ont quitté la CE après s'être impliqués pendant de nombreuses années : Chantal Henry, Claude Guillemin et Daniel Lafay.

Une Commission Exécutive de 28 membres a été élue comprenant 7 nouveaux camarades.

Les membres de la nouvelle CE, dont Cathy Savel et Patrick Herbette, co-secrétaires, seront actifs et combattifs pour :

- l'abrogation de la réforme des retraites ;
- une revalorisation des pensions ;
- des Services Publics de proximité dignes de ce nom ;

- la sécurité sociale intégrale ;
- plus de justice fiscale ;
- une paix durable dans le monde ;
- la poursuite de la lutte contre l'Extrême droite.

*Patrick Herbette*



# La Macif vous protège dans votre activité syndicale ( ) avec **des contrats** **sur mesure.**

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,  
est un engagement de tous les instants.

La Macif est à vos côtés pour soutenir  
et sécuriser votre action militante.

→ **Contactez-nous : [partenariat@macif.fr](mailto:partenariat@macif.fr)**



La Macif,  
c'est **vous.**

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances.  
Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.